

Politique énergétique de la Russie sous l'angle de l'impérialisme

Irakli Gelukashvili
École supérieure d'affaires publiques et internationales
Université d'Ottawa

INTRODUCTION

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, ayant plongé dans le chaos et l'anarchie l'espace postsoviétique, la Russie est de retour sur la scène internationale en tant qu'un acteur majeur et incontournable. Ce retour de la Russie sur la scène internationale s'accroît notamment depuis la fin de « l'ère Eltsine » avec l'établissement de « l'ère Poutine ». Depuis, on assiste à une transformation graduelle de la Russie passée d'un État affaibli, provoqué par l'effondrement de sa superpuissance militaire, à une « superpuissance énergétique ». En effet, comme le soutiennent certains auteurs, durant la période où la Russie était plongée dans le chaos intérieur, les Occidentaux, notamment les États-Unis, progressaient à la périphérie en amenant dans leur camp les anciens pays satellites de la Russie. Le plus difficile à accepter pour la Russie fut donc d'assister à l'augmentation de l'influence des Occidentaux dans son « son arrière-cour »; chose que les Russes voyaient comme une perte de leur influence historique et un recul géopolitique majeur. De ce fait, pour retrouver son influence au niveau régional, ainsi que son statut contesté de puissance internationale, la Russie mit en jeu ses ressources énergétiques; ce en quoi elle avait un avantage significatif sur les autres puissances.

Cependant, plusieurs experts voient cette réapparition de la Russie d'un œil plutôt négatif, classifiant comme « néo-impérialiste » (ou de l'impérialisme économique, ou encore simplement d'impérialiste, voir même d'empire), le fait que la Russie tente à regagner sa position sur la scène internationale. En un mot, la Russie est fréquemment accusée d'être un empire ou impérialiste au sens moderne du terme,

notamment vis-à-vis des pays de l'ex-Union soviétique et de ses anciens satellites (Hill, 2004; Bugajski, 2008, 2009; Lin, 2009). En effet, ces auteurs, pour argumenter leurs propos vis-à-vis la Russie, accusent principalement ce pays d'utiliser sa politique énergétique comme une « arme » politique et stratégique afin d'atteindre ses objectifs et satisfaire ses ambitions.

Toutefois, les termes « Empire » et « impérialisme » sont largement controversés et ont changé de signification au fil du temps. De plus, définir une politique comme impérialiste demande de la prudence, car elle porte en elle-même un caractère politique et peut être facilement instrumentalisée. De ce fait, il devient important de réfléchir davantage sur l'aspect impérialiste de la politique énergétique russe. Cette contribution vise donc à analyser la politique énergétique russe notamment en relation avec d'autres États voisins. Plus précisément, elle tentera à répondre aux questions suivantes : est-ce qu'on peut analyser raisonnablement la politique énergétique russe sous un angle d'impérialisme comme le suggèrent plusieurs auteurs? Et si oui, sous quelle dimension se manifeste-t-elle?

Dans un premier temps, pour répondre à ces questions, il convient de définir les concepts d'empire et d'impérialisme, ainsi que de distinguer divers modes de dominations qui découlent de ces concepts afin de voir si l'un d'entre eux pouvait servir d'analyse de la politique énergétique russe. Dans un second temps, l'attention sera portée sur l'évolution de la politique énergétique russe depuis l'effondrement de l'URSS afin de déterminer les bases idéologiques sur lesquelles se fonde la politique énergétique actuelle de la Fédération de Russie. Pour ce faire, les données statistiques concernant le poids énergétique de la Russie et une brève étude de trois modèles successifs de la politique énergétique russe seront proposées. Enfin, la dernière partie propose une étude de deux cas dans le but de qualifier (ou non) la politique énergétique russe d'impérialiste comme on l'accuse souvent de l'être (pour l'étude de cas sont choisis l'Ukraine et la Biélorussie, ce qui sera largement suffisant pour répondre aux questions posées préalablement).

EMPIRE ET IMPÉRIALISME

Définition des termes

Le terme impérialisme est un terme ancien qui vient du latin (*Imperium*) et qui signifie autorité suprême (Macleod *et al.*, 2004: 108). Pour Salz, l'impérialisme se réfère aux efforts déployés par un État pour étendre sa puissance par la conquête de

territoires (Steinmetz, 2008 : 10). Quant à Michael Mann, il définit l'empire comme « *un système centralisé et hiérarchisé instauré et perpétué par l'exercice d'une contrainte au moyen de laquelle un centre impose sa domination sur des périphéries, dont il médiatise les interactions et au sein desquelles il organise la circulation des ressources* » (Mann, 2008 : 21).

En fait, c'est à partir de XIXe siècle que le terme impérialisme devient usage courant pour caractériser la politique expansionniste de Napoléon Bonaparte (MacLeod *et al.*, 2004 : 108). Il sera par la suite utilisé pour qualifier le gouvernement abusif et l'apparat militariste du Second Empire français, ainsi que la Russie tsariste à la fin du même siècle. Par la suite, ce terme fut appliqué de manière rétroactive à l'Empire romain (Steinmetz, 2008 : 10).

George Steinmetz fait la distinction entre « l'impérialisme ancien » et « l'impérialisme moderne », dont le premier fut basé sur « une civilisation relativement fermée » refusant le droit d'exister à toute chose étrangère ne pouvant être assimilée. L'impérialisme ancien visait donc la conquête et l'expansion politique (ex. les Romains). Le second, l'impérialisme moderne, visait plutôt la domination du monde en créant un équilibre des pouvoirs entre les grandes puissances (ex. le système européen des États). Steinmetz souligne que l'impérialisme moderne est ce que nous considérons généralement aujourd'hui comme relevant du colonialisme qui renvoie à l'origine de l'implantation de populations et au travail de la terre (Steinmetz, 2008 : 11). Selon Steinmetz, la forme adoptée par ces nouveaux empires différerait de celle des anciens dans la mesure où ils tentaient de rejeter l'idée de conquête territoriale suivie d'une annexion de souveraineté et de la mise en place d'une autorité directe. En bref, les théories sur l'empire et l'impérialisme ont connu plusieurs cycles, au début avec un accent sur la dimension politique, ensuite évoluant vers une approche plus économique (Steinmetz, 2008 : 14-15).

Modèles de domination

Michael Mann distingue cinq types de domination des centres sur les périphéries dont quatre sont impérialistes : l'empire direct, l'empire indirect, l'empire informel, l'impérialisme économique et l'hégémonie (Mann, 2008 : 21-24). Dans le cas de l'empire direct, la conquête est suivie par l'annexion des territoires périphériques par l'État central, dont ce dernier impose des institutions politiques relativement uniformes. Dans le cas de l'empire indirect, l'État central exerce un pouvoir

souverain, cependant les États périphériques conservent leur autonomie et peuvent négocier les règles du jeu avec le centre. Dans le cas de l'empire informel, les États périphériques conservent leur souveraineté, mais le centre les limite exerçant une coercition. Mann distingue deux types de coercition : militaire et économique. Dans le cas de l'empire informel instauré par intervention militaire, la force militaire est utilisée comme une menace et parfois déployée pour des interventions courtes et précises.

Dans le cas de l'impérialisme économique, l'« empire » reste informel. Cependant, la coercition militaire s'est substituée par la coercition économique. Mann souligne que l'impérialisme économique est un cas particulier d'impérialisme. L'État périphérique reste libre de refuser, s'il est prêt d'accepter les coûts qui vont avec le refus. Dans le cas de l'impérialisme économique, comme dans les modèles de domination précédents, l'État périphérique sait qu'il est contraint de servir le centre. Comme nous allons voir plus loin, le modèle de domination qui pourrait plus se référer à la politique énergétique russe est celui de l'impérialisme économique.

Quant à l'hégémonie, Mann l'entend au sens gramscien d'un pouvoir « *routinisé* », exercé par le centre sur les États souverains de la périphérie et qui ne demande pas une très forte contrainte. Contrairement aux modèles de dominations précédents, les États considèrent plutôt qu'ils s'en remettent par leur propre volonté à une hégémonie et acceptent des règles qu'ils trouvent « normales » (Mann, 2008 : 23).

ÉVOLUTION DE LA BASE IDÉOLOGIQUE DE LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE RUSSE DEPUIS 1991

Poids énergétique de la Russie

Compte tenu de la croissance rapide de la population, de la consommation industrielle ou individuelle des ressources énergétiques (Bugajski, 2008 : 74), l'Union européenne, en 2008, a importé environ 40 % de son gaz naturel et 33 % de son pétrole de la Russie (Woehrel, 2009 : 1). Il se pose la question à la fois de dépendance en ressources énergétiques russes, mais aussi de la sécurité énergétique notamment pour l'Europe. À cela il faut ajouter la dépendance quasi-totale en ressources énergétiques de certains pays de l'ex-URSS (notamment l'Ukraine et la Biélorussie.).

En fait, selon les données diffusées sur le site web de *CIA Factbook*, les réserves prouvées de gaz naturel russe en 2009 s'élevaient à 47,57 trillions mètre cube (mc),

soit à peu près 26,7 % du total des réserves mondiales estimées. La Russie se trouve donc au premier rang au monde parmi les pays ayant les plus grandes réserves de gaz naturel. La production de gaz naturel russe s'élevait à 546,8 milliards mc en 2009, situé au deuxième rang mondial après les États-Unis. Pour la même période, les exportations et les importations s'élevaient respectivement à 207,7 (plus grand exportateur au monde) et 28,4 milliards mc. Ses importations proviennent principalement des pays de l'Asie centrale, dont la Russie les achète pour un prix assez bas pour ensuite les acheminer vers l'Europe. Quant à ses exportations, elles sont destinées pour les pays européens (notamment l'Allemagne (40 % des importations proviennent de Russie), l'Italie (33 %), la Pologne (63 %), la Hongrie (77 %), la Slovaquie (100 %), etc. (Obran, 2008 : 1). La consommation domestique du gaz naturel s'élevait à 367,5 milliards mc en 2009, ce qui place la Russie en troisième place (après les États-Unis et l'Union européenne) parmi les plus grands consommateurs de gaz naturel.

Quant à l'industrie pétrolière, en 2009, les réserves estimées du pétrole russe s'élevaient à 79 milliards barils, soit la huitième plus grande réserve au monde. Pour la même année, avec sa production de 9,932 millions barils par jour, la Russie se trouvait au premier rang parmi les plus grands producteurs du pétrole, tandis que les exportations et importations représentaient respectivement 4,93 millions barils par jour (deuxième exportateur après d'Arabie Saoudite) et 48,000 barils par jour. Quant à la consommation russe du pétrole, en 2009 elle s'élevait à 2,85 millions barils par jour, soit la sixième plus grande consommation du pétrole au monde (CIA World Factbook, 2009).

Trois modèles de la politique énergétique russe

Anders Aslund, présente trois modèles successifs de la politique énergétique russe. Soit, l'« ancienne Soviétique », le modèle libéral ou oligarchique, et le modèle de « capitalisme d'État » (Aslund, 2006 : 322-325), soit le modèle actuel de la politique énergétique russe. Le premier modèle, l'« ancienne Soviétique », défendait la propriété publique des ressources énergétiques, ainsi qu'une certaine conservation de ses ressources. Ce modèle voyait l'exploration et le développement rapide comme le « viol de la mère Nature », et insistait pour que la production pétrolière et gazière ne devait pas augmenter de plus de 2 % par an. En outre, l'ampleur des réserves était gardée secrète pour des raisons de sécurité nationale (Aslund, 2006 : 322). Doté d'une forte vision conservatrice de l'énergie, ce modèle s'opposait non seulement à l'installation de propriété étrangère pour le développement d'infrastructures,

mais également à l'utilisation des technologies étrangères. De plus, dans sa vision conservatrice, ce modèle s'abstint d'exporter du pétrole et du gaz naturel ailleurs qu'en Europe tout en favorisant le réseau de gazoducs existants ainsi que la construction de nouvelles infrastructures.

Contrairement au modèle soviétique, le modèle libéral-oligarchique (1994-2004) empêchait le Ministère de l'Énergie de gérer les entreprises énergétiques favorisant la concurrence des entreprises privées de l'énergie dans un marché libre. Après l'effondrement de l'Union soviétique, plusieurs entreprises étatiques furent divisées et privatisées. De même, les entreprises étrangères furent autorisées à participer à toutes les activités. Sous ce modèle de privatisation, un groupe d'hommes d'affaires proches du pouvoir ont pris possession des entreprises publiques du domaine énergétique. Cette période de libéralisation concorde aussi avec la période de crise économique en Russie dont certains partisans de ce modèle ont ensuite subi les contrecoups de l'instauration du troisième modèle.

Le troisième modèle, le capitalisme d'État, privilégiant la diversification de l'économie du pays, mais aussi la ré-acquisition des actifs perdus durant les années 1990, prévoit le contrôle étatique d'au moins 51 % des actifs des entreprises énergétiques russes. Selon Aslund, c'est à ce moment que Gazprom devint l'incarnation du nouveau modèle, dont il fut transformé en société d'État en conservant tous les pouvoirs réglementaires. Gazprom fut donc privatisée aux bénéfices de ses dirigeants, tandis que l'État a acquis tous les pouvoirs réglementaires (Aslund, 2006 : 324). Ce modèle est également présent dans la *Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2020 (Energeticheskaya strategiya Rossii na period do 2020 goda)*. Gazprom, contrôlant une majeure partie de la production du gaz naturel russe devient donc l'une des dix plus importantes sociétés énergétiques du monde. De plus, elle est la seule compagnie en Russie qui peut posséder et contrôler des gazoducs destinés à l'exportation. Ainsi, les autres compagnies gazières, qui représentent environ 15 % de la production nationale, doivent négocier avec Gazprom pour la transmission d'une majeure partie de leur gaz.

Quant aux compagnies pétrolières, de l'effondrement de l'URSS jusqu'à 2003, elles étaient contrôlées par des hommes d'affaires ayant des liaisons politiques. En 2003, le PDG d'oukos (géant pétrolier russe), Mikhaïl Khodorkovski, fut arrêté principalement sous le prétexte de fraude fiscale. Woehrel mentionne que le vrai

motif de son arrestation était d'avoir affiché des signes d'indépendance vis-à-vis du Kremlin. En 2004, Ioukos a été déclaré en faillite et ses principaux actifs furent achetés à un prix bas par Rosneft (compagnie pétrolière d'État). En 2005, Gazprom a acquis environ trois quarts d'action d'une autre grande compagnie pétrolière russe, Sibneft, actuellement appelée Gazprom Neft. Ces changements ont permis au gouvernement de contrôler plus de 30 % de la production du pétrole russe (Woehrel, 2009 : 3).

En effet, l'industrie gazière et pétrolière russe, par l'importance de ses réserves et de ses approvisionnements, joue un rôle prépondérant dans le marché énergétique européen. L'autre point important réside dans le fait que ces industries sont directement contrôlées par le gouvernement russe et sont donc enclines à servir des intérêts politiques plutôt que purement commerciaux. De ce fait, compte tenu des deux points précédents, il devient clair qu'un tel positionnement pouvait avoir des conséquences politiques et stratégiques sur la scène internationale, notamment en tenant compte des ambitions de la Russie (Bugajski, 2008). Selon Bugajski, le principal objectif de Vladimir Poutine durant son premier mandat présidentiel était de racheter les compagnies énergétiques afin qu'elles servent les intérêts du Kremlin. Pour réaliser son objectif, il a placé plusieurs de ses hommes de confiance à des postes haut placés dans diverses compagnies énergétiques (Bugajski, 2009 : 122).

Quant aux perceptions énergétiques de la Russie, selon Larsson, assurer la sécurité nationale est la tâche fondamentale de la politique énergétique. La Russie vise à utiliser sa politique énergétique pour éviter les menaces géopolitiques et macroéconomiques, ou d'être soumis à du chantage. La Russie est donc prête à utiliser des pressions économiques sur les pays de la Communauté des États indépendants (CÉI) dans le but d'affaiblir les politiques antirusse, tout en visant la croissance économique, ainsi que l'augmentation de son influence dans la région. L'idée d'un système mixte, dont certains biens doivent appartenir à l'État, est attribuable à la vision de V. Poutine qui voit la perte des actifs des entreprises énergétiques par l'État durant les années 1990 comme une erreur qui devant être corrigée (Larsson, 2006 : 48).

ÉTUDE DE CAS

Russie - Ukraine

L'Ukraine possède des ressources énergétiques largement insuffisantes pour faire tourner son économie, ce qui la rend dépendante des importations des ressources énergétiques (notamment du gaz naturel). Étant donné que dans son voisinage il n'y a aucun pays qui pourrait répondre à sa demande, l'Ukraine se tourne vers la Russie pour ses approvisionnements énergétiques. Ainsi, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie fournit son pétrole et son gaz naturel à l'Ukraine, la plupart du temps, pour un tarif significativement inférieur par rapport au prix du marché.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, les relations énergétiques russo-ukrainiennes ont connu trois crises majeures avec des portées géopolitiques considérables. Les deux crises ont été directement liées aux changements de couleur du parti au pouvoir, dont les malentendus entre l'Ukraine et Gazprom ont été couronné, d'abord par des menaces, puis par des coupures drastiques de livraison du gaz naturel. Ceci est largement lié à la « révolution orange », laquelle a été vue par les Russes comme une perte de leur influence dans ce pays.

Toutefois, le tout premier « conflit gazier » russo-ukrainien (sans impact géopolitique majeur) se situe en 1993, lorsque la Russie a exigé de l'Ukraine de rendre les armes nucléaires et la flotte déployée en mer Noire demeurées dans ce pays suite à l'effondrement de l'URSS. Une semaine avant les négociations entre les présidents russe et ukrainien, Boris Eltsine et Léonid Kravtchouk, 25 % de l'approvisionnement en gaz naturel a été coupé sous prétexte de retards de paiements (Larsson, 2006 : 202). Lors des négociations, la Russie a proposé à l'Ukraine d'effacer les dettes de gaz en échange du contrôle complet de la flotte de la mer Noire, la remise de ses armes nucléaires, et la signature du traité de non-prolifération nucléaire (Balmaceda, 2008 : 26). En somme, quatre rencontres entre Eltsine et Kravtchouk (entre 1992 et 1993) ont été consacrées à cette question. La Russie a fait savoir que tout refus se traduirait par l'imposition de nouveaux seuils. Un autre conflit date de 1995, lorsque la Russie a augmenté le prix du gaz naturel pour l'Ukraine au même moment qu'elle a proposé à ce dernier d'entrer dans la CÉI. Ceci fut également interprété comme une menace indirecte (Larsson, 2006 : 202).

Quant au premier conflit majeur (2006), ses origines remontent aux élections présidentielles de 2004, où la Russie a appuyé Viktor Ianoukovich, le candidat pro-

russe, contre Victor Iouchtchenko, le candidat pro-occidental. Une partie de l'appui russe consistait en contrats de livraison de gaz naturel pour un prix très bas, soit 50 dollars américains pour un mille mètres cube (mmc) (Larsson, 2006 : 203). Toutefois, très vite après l'élection d'Iouchtchenko, Gazprom a commencé à augmenter le prix du gaz pour l'Ukraine. Vers la fin de l'année 2005, le tarif du gaz naturel russe pour l'Ukraine passa de 50 dollars/mmc à 230 dollars/mmc, soit le prix du marché à cette période (Woehrel, 2009 : 7). L'Ukraine a refusé de payer le nouveau tarif principalement à cause du fait qu'elle avait déjà un contrat qui garantissait le prix de 50 dollars/mmc jusqu'en 2009 (Larsson, 2006: 204). Le 1^{er} janvier 2006, la Russie coupe la livraison du gaz à l'Ukraine. Le lendemain, l'approvisionnement en gaz naturel de certains pays européens (l'Autriche, Hongrie, la Slovaquie, etc.) a diminué en raison de la baisse de pression dans les oléoducs. Selon Aleksander Medvedev, le directeur général d'OAO Gazexport (compagnie chargée de l'exportation de gaz de Gazprom), la chute de pression s'expliquait par le fait que l'Ukraine a dérivé environ 100 millions de mmc de gaz destinés à l'Europe occidentale (Fredholm, 2006 : 5). Toutefois, le même jour, suite aux protestations et aux pressions des pays européens, Gazprom a repris ses livraisons du gaz. Pour trouver un compromis, Gazprom et l'Ukraine ont conclu un accord selon lequel, une société intermédiaire, RosUkrEnergo (une filiale à 50 % de Gazprom), devrait assurer l'achat et l'approvisionnement en gaz naturel de l'Ukraine. Cet accord prévoyait également les tarifs de transit plus élevés du gaz russe sur le territoire ukrainien. (Woehrel, 2009 : 8).

Suite aux élections législatives de mars 2006, Ianoukovytch, défaisant le parti d'Iouliya Tymochenko (pro-occidental), redevient le premier ministre. En conséquence, en 2007, les négociations avec Gazprom sont atténuées entre la Russie et l'Ukraine, et les pays s'entendent sur une augmentation progressive du prix de gaz naturel.

Le deuxième conflit majeur débute en octobre de 2007, après les élections législatives de septembre 2007, dont le parti d'Ianoukovytch a obtenu environ 34 % de voix, tandis que les partis de Tymochenko et d'Iouchtchenko ont obtenu respectivement 31 % et 14 %. Gazprom, voyant le spectre d'une éventuelle coalition entre ces deux partis pro-occidentaux, annonce qu'elle envisage de réduire les livraisons du gaz si l'Ukraine ne paie pas ses dettes pour la fin du mois. En février 2008, la crise a été résolue par un nouvel accord permettant à l'Ukraine de commencer à payer ses dettes de novembre et décembre de 2007, prévoyant ainsi une augmentation du prix de gaz pour 2008 de 38 % par rapport à 2007, mais toujours inférieur au prix du

marché (Woehrel, 2009 : 8). Toutefois, le 3 mars 2008, sous le prétexte des retards de paiement, Gazprom réduit de moitié les livraisons de gaz à l'Ukraine. Suite à autre accord les livraisons du gaz se rétablissent. Le 12 mars, les deux parties décident d'éliminer UkrGazEnergo du marché gazier ukrainien, ce qui a donné à Gazprom un accès direct sur le marché ukrainien (Woehrel, 2009 : 9).

En somme, on constate que la Russie a utilisé sa politique énergétique et ses ressources énergétiques envers l'Ukraine pour des fins purement politiques (ex. les pressions durant les années 1990). Deuxièmement, on constate que le prix du gaz naturel russe, ainsi que les négociations avec Gazprom et le gouvernement ukrainien sont en corrélation directe avec les résultats des élections présidentielles et législatives ukrainiennes. On constate que dans le cas d'une victoire d'un candidat pro-russe, les tarifs baissent et les négociations avec Gazprom s'adoucissent.

Russie - Biélorussie

Vers la fin de l'effondrement de l'Union soviétique, la Biélorussie s'est engagée avec la Russie dans des discussions concernant l'approvisionnement en gaz naturel. En effet, l'économie de la Biélorussie (comme celle de l'Ukraine), largement tributaire de l'économie soviétique, est fortement dépendante en ressources énergétiques à bas prix. En fait, après l'effondrement de l'Union soviétique, la Biélorussie est devenue un allié politique important de la Russie, mais en même temps elle est devenue largement dépendante du gaz naturel russe au bas prix et s'est aussi largement endettée auprès de Gazprom (Bruce, 2005 : 3).

Selon Bruce, l'étude des relations énergétiques entre la Russie et Biélorussie depuis 1991 relève plusieurs exemples permettant de croire l'existence de liens entre les ressources énergétiques et la politique entre ces deux pays. L'un des premiers exemples remonte en avril 1994, quand la Russie s'est arrangée pour que la Biélorussie permette le déploiement de ses troupes militaires en échange du gaz naturel (Bruce, 2005 : 4). Il faut noter que les désaccords et malentendus entre la Russie et la Biélorussie ont durés de manière quasi-ininterrompue depuis le début des années 1990. Toutefois, le but de cette contribution, comme ce fut noté préalablement, est de voir si la Russie a utilisé ses ressources énergétiques à des fins politiques. Pour cela, cette partie, comme la précédente, va se limiter à seulement quelques exemples.

L'un des exemples date d'octobre 2002, quand Gazprom a pris la décision de réduire de 50 % des livraisons de gaz à la Biélorussie dans le but de forcer ce pays à privatiser Beltransgaz (société d'État biélorusse) et de créer une société d'actions Russo-Biélorusse. Cela visait aussi à forcer le gouvernement biélorusse de vendre une partie de Beltransgaz à Gazprom (Shukan, 2004 : 68; Bruce, 2005 : 8). Les sources du conflit remontent à avril 2002, lorsque la Biélorussie a conclu un accord avec la Russie concernant la création d'une entreprise conjointe de transport de gaz, mais aussi à cause du fait qu'elle a promis à Gazprom de vendre jusqu'à 50 % d'actions de Beltransgaz en échange de livraisons de gaz à un montant équivalant au prix du marché intérieur russe pour cinq ans. Toutefois, malgré le fait que la Biélorussie recevait le gaz à un prix plancher, elle n'a pas tenu ses engagements concernant la création d'une entreprise commune avec Gazprom. Les négociations sur le tarif gazier sont donc en lien avec la pression exercée par la Russie sur la Biélorussie en vue de créer une compagnie commune de transfert, mais aussi pour obliger le gouvernement biélorusse à vendre une partie de Beltransgaz à Gazprom. Il faut noter que depuis longtemps Gazprom voulait acquérir la majeure partie des actions de Beltransgaz afin de mieux contrôler le réseau biélorusse de transport de gaz. La première tentative d'acquisition de Beltransgaz par Gazprom date de septembre 1993 quand les deux côtés ont signé un accord selon lequel Biélorussie loue Beltransgaz à Gazprom pour 99 ans. En échange, la Russie devait augmenter les livraisons de gaz à la Biélorussie sur une période de 15 ans, chose qui n'a pas fonctionné.

Selon le président biélorusse, Loukachenko, la réduction des livraisons de gaz naturel d'octobre 2002 a été une décision politique et un chantage économique mené par la Russie contre son pays. Toutefois, un peu plus tard, le parlement de Biélorussie a levé les restrictions sur la privatisation de Beltransgaz (Bruce, 2005: 8). Cependant, dès le début de l'année 2003, les autorités biélorusses, peu enthousiastes à l'idée de perdre le contrôle du transit de gaz russe à destination de l'Europe occidentale, ont de nouveau bloqué le processus de privatisation de Beltransgaz en réclamant au groupe russe un prix de cinq milliards de dollars, alors que Gazprom l'avait évalué à 600 millions de dollars (Shukan, 2004 : 68).

Le 1^{er} janvier 2004, suite au refus biélorusse de signer un nouveau contrat de livraison de gaz avec des tarifs élevés (passant de 28 à 50 dollars/mmc), la Russie a réduit les livraisons de gaz à ce dernier. La crise a atteint son pic à la mi-février lorsque Gazprom a imposé une coupure totale. À cette coupure la Biélorussie a répondu

par le siphonage de gaz destiné à l'Europe via le gazoduc Yamal (Bruce, 2005: 8). En juillet 2004, la Russie a accepté d'accorder un prêt de 175 millions de dollars à la Biélorussie afin que ce dernier paie ses dettes de gaz. Un peu plus tard, Gazprom restaure les livraisons vers la Biélorussie pour un tarif de 46,68 dollars/mmc tandis que la Biélorussie augmente son tarif de transit via Beltransgaz de 0,55 dollars/mmc/100km à 0,75 dollars/mcm/100km.

Vers la fin de 2006, Gazprom a menacé de nouveau la Biélorussie d'arrêter la livraison du gaz pour le 1^{er} janvier 2007, si celle-ci n'acceptait pas de payer le nouveau tarif du gaz. Toutefois, le 31 décembre 2006, les deux parties sont arrivées à un accord selon lequel la Biélorussie devait payer le double en 2007 par rapport ce qu'elle payait en 2006 (Woehrel, 2009 : 13). Selon cet accord, le prix du gaz devait atteindre progressivement le prix du marché en 2011. De plus, l'accord prévoyait l'acquisition de 50 % des actions de Beltransgaz par Gazprom pour un prix de 2,5 milliards de dollars, ainsi que la création de l'organisation conjointe russo-biélorusse de transport, de fournitures et de transit de gaz naturel (Studer, 2006), ce que la Russie visait depuis des années 1990.

En somme, on peut constater que la Russie a utilisé sa politique énergétique dans le but de faire la pression sur la Biélorussie afin que cette dernière cède une partie de Beltransgaz, et qu'elle accepte la création d'une compagnie conjointe de transport de gaz naturel avec la Russie. Comme l'a noté Bruce, « *Belarus's continued reluctance to move forward with the privatization of Beltransgaz created tensions at the political and commercial levels* » (Bruce, 2005 : 8).

CONCLUSION

Comme nous avons vu dans la première partie, le terme impérialisme est utilisé pour montrer l'influence ou la pression par un pays sur un autre (ou plusieurs autres). En règle générale, une telle pression sert à atteindre les objectifs politiques du pays qui fait recours à des pratiques de la sorte. Quant à la dimension économique de l'impérialisme, on a mentionné que c'est un cas particulier d'impérialisme où l'État périphérique reste libre de refuser les demandes du centre s'il est prêt à assumer des coûts économiques qui vont avec un tel refus. Dans la deuxième partie, nous avons constaté que la politique énergétique russe est perçue de façon à appuyer la politique étrangère russe dans les relations avec le monde extérieur (notamment d'accroître

son influence dans la région). On a également constaté que l'État russe exerce un contrôle fort sur ses ressources énergétiques, mais aussi sur l'infrastructure pour exporter ces ressources. Dans la troisième partie, on a constaté que ce soit dans le cas de l'Ukraine ou de la Biélorussie, on observe toujours le même « phénomène ». D'un côté, l'Ukraine et la Biélorussie tentent de préserver l'indépendance sur leurs compagnies nationales de transit de ressources énergétiques afin de diminuer leurs dépendances vis-à-vis de la Russie. De l'autre côté, la Russie tente d'avoir le contrôle sur les compagnies de transit des ressources énergétiques biélorusses et ukrainiennes afin d'accroître son influence sur ces deux pays.

En somme, les définitions concernant l'empire et l'impérialisme, mais aussi les modes de domination, nous permettent d'analyser la politique énergétique russe sous la dimension de l'impérialisme économique. La justification d'un tel propos s'appuie principalement sur les arguments suivants. Dans un premier temps, on constate que la présence des capitaux russes, soit en Ukraine ou en Biélorussie, sert surtout aux intérêts et objectifs politiques de l'État russe plutôt qu'aux entreprises indépendantes. Comme nous avons mentionné dans la deuxième partie, l'État est fortement présent dans l'économie russe. De plus, dans les documents officiels russes (ex. Le concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie (2000) on lit qu'en cas de besoin, tous les leviers économiques vont appuyer les intérêts étatiques russes en relation avec les autres États. De ce point de vue, l'utilisation des ressources énergétiques comme un instrument politique et stratégique semble officiellement énoncée. Selon Larsson, un outil devient une arme quand il est utilisé en tant que tel. Il identifie plusieurs façons dont la politique énergétique peut devenir une « arme énergétique » : coupure d'approvisionnement (total ou partiel), menaces de coupures d'approvisionnement (implicites ou explicites), politique de prix (la carotte au bout du bâton), utilisation des dettes énergétiques existantes pour exercer des pressions, création de nouvelles dettes énergétiques et hostilité envers les entreprises ou l'infrastructure existante (Larsson, 2006 : 177). Dans les deux cas (de l'Ukraine et de la Biélorussie), on constate donc que la Russie a largement recourue à ces méthodes.

De l'autre côté, il faut noter qu'à part des intérêts concernant le contrôle des ressources énergétiques et du réseau de transferts, l'héritage historique concernant la dépendance de l'Ukraine et de la Biélorussie envers la Russie joue aussi un rôle

important. Il semble être difficile pour la Russie d'accepter une diminution de son influence dans ces pays sur fond de passé soviétique. En somme, à partir de son positionnement géostratégique, la Russie tente de poursuivre ses objectifs, soit de faire le contrepoids à l'influence des pays occidentaux (notamment les États-Unis) dans la région et de ramener dans son orbite d'influence les anciens pays soviétiques. C'est à travers ce prisme qu'il faut voir la politique énergétique russe comme un moyen de manipulation et de chantage visant à maintenir et à accroître l'influence russe dans l'espace post-soviétique. Toutefois, il faut noter qu'à part des motivations stratégiques, la Russie revendique également des motivations financières qui ne sont pas mises de côté pour autant (Larsson, 2006 : 173).

Quoi qu'il en soit, on constate que la Russie, via sa politique énergétique, tente de créer la dépendance énergétique de ces pays afin de consolider et d'augmenter son influence dans la région. Ainsi, tous les arguments sont réunis pour dire que la politique énergétique russe est belle et bien impérialiste vis-à-vis ces deux pays. Toutefois, cette étude démontre également le fait qu'il devient difficile de qualifier une politique d'impérialiste sans une analyse des bases de cette politique, ainsi que d'un choix de terme approprié quant à sa dimension.

BIBLIOGRAPHIE

- Aslund, A. (2006), « Russia's Energy Policy: A Framing Comment », *Eurasian Geography and Economics*, Volume 47, Number 3 / May-June 2006, pp. 321-328.
- Balmaceda, M. M. (2008), « Energy Dependency, Politics and Corruption in the Former Soviet Union : Russia's Power, Oligarchs' Profits and Ukraine's Missing Energy Policy, 1995-2006 ». London: Routledge.
- Bruce, C. (2005), « Friction or Fiction? The Gas Factor in Russian-Belarusian Relations ». Series: Chatham House Briefing Papers, May 2005, London, UK.
- Bugajski, J. (2008), « Expanding Eurasia; Russia's European Ambitions », The CSIS Press, Washington, D.C.
- Bugajski, J. (2009), « Dismantling the West; Russia's Atlantic Agenda », Potomac Books, Inc, Washington, D.C.
- Fredholm, Michael (2005), « The Russian Energy Strategy & Energy Policy: Pipeline Diplomacy or Mutual Dependence? », Russian Series 05/41, Conflict Studies Research Centre, Defence Academy of the UK.
- Hill, Fiona (2004), « Energy Empire : Oil, Gas and Russia's Revival », London: The Foreign Policy Centre.
- Larsson, R. (2006), « Russia's Energy Policy: Security Dimensions and Russia's Reliability as an Energy Supplier », FOI, Stockholm, 365p.
- Le Devoir (2009), « Première baisse du transit de gaz via l'Ukraine », 3 janvier 2009.
- Lin, Y. C. (2009), « The Prince of Rosh: Russian Energy Imperialism and the Emerging Eurasian Military Alliance of the Shanghai Cooperation Organisation », ISPSW, Berlin, 11 p.
- Macleod, A. & Al (2004), « Relations internationales; Théories et concepts », Deuxième édition, Athéna éditions, Outremont (Québec).
- Mann, M. (2008), « Impérialisme économique et impérialisme militaire américains. Un renforcement mutuel ? », *Actes de la recherche en sciences sociales* 2008/1-2, n° 171-172, p. 20-39.
- Orban, A. (2008), « Power, Energy and the New Russian Imperialism », Westport, CT: Praeger Security International.
- Parlement Européen, « Crise du gaz Russie- Ukraine: le Parlement demande une solution rapide », 9 janvier 2009.
- Shukan, I. (2004), « Biélorussie 2003. Consolidation du régime : pas de répit », *Le Courrier des Pays de l'Est* 2004/1, n° 1041, p. 63-77.
- Steinmetz, G. (2008), « Empire et domination mondiale », *Actes de la recherche en sciences sociales* 2008/1-2, n° 171-172, p. 4-19.
- Studer, E. (2006). « Biélorussie/Russie : conflit gaz et pétrole avec Gazprom », *Leblogfinance*, 25 décembre 2006.
- Woehrel, S. (2009), « Russian Energy Policy Toward Neighboring Countries », Congressional Research Service (USA), 7-5700, RL34261, 25p.

